

préparées avec soin au point de vue de l'économie. Mais ces messieurs semblent avoir oublié le mot "économie". De fait, il vaut autant qu'ils n'aient pas employé ce mot, parce que, à en juger par ce que ces honorables messieurs ont fait, nous n'espérons jamais avoir aucune preuve d'économie dans ce qui pourra sortir de leurs mains. J'ai examiné quelques chiffres relatifs à la dépense qui a été faite durant les premiers huit mois de la présente année, et ils disent la même histoire que nous avons lue dans les rapports des années passées—augmentation du revenu et augmentation presque égale des dépenses. Comme durant les années précédentes la même chose arrive cette année, et ce gouvernement-ci ne semble pas disposé à économiser dans l'administration des affaires publiques. Je leur dirai—probablement qu'ils ne seront pas reconnaissants pour les avis qu'ils recevront des membres de la gauche—je leur dirai qu'un jour ils seront pris par surprise. Le ministre des Finances a parlé, l'année dernière, de la crête des vagues, laissant voir qu'il croyait que le point culminant était presque atteint sinon complètement atteint. Dans tous les cas, on peut dire sans crainte que la crête des vagues a été atteinte et que la pléthore du revenu et de la prospérité du pays, comme celle de tous les autres pays, sera suivie par des dépressions générales, qui ne nous épargneront pas plus que les autres pays. Nos gouvernants feraient bien, dans leur propre intérêt, de se munir d'une petite voile, parce qu'il n'y a pas le moindre doute—nous espérons que la date de ce malheur est éloignée—il n'y a pas le moindre doute que la gêne surviendra et que le système de dépense qu'ils ont inauguré, en hypothéquant les ressources du pays, pour des années à venir, sera reconnu comme une politique dangereuse et les embarrassera, eux et leurs successeurs. Quand un gouvernement plus économe arrivera au pouvoir, il verra ses embarras augmentés par les obligations créées par ce gouvernement dans l'état de frénésie où il a agi depuis qu'il est entré en fonctions.

Les honorables membres du gouvernement parlent à chaque instant, de l'excédent comme d'une chose très satisfaisante. Nous qui avons été dans la vie publique du Canada durant quelques années, nous nous rappelons très bien que lorsqu'il y avait

un excédent du temps où le parti libéral-conservateur était au pouvoir, les principaux membres du gouvernement actuel avaient l'habitude de nous dire que nous n'avions pas le droit d'avoir un excédent, que nous volions le peuple, en lui enlevant de l'argent qui n'était pas nécessaire pour le service public et que conséquemment nous agissions mal. On nous disait que nous ne devons taxer le peuple que pour les nécessités publiques et que, lorsque les revenus excédaient cela, la taxe devait être réduite. Or, j'ai étudié, durant les derniers jours, les remarques faites au sujet de la taxe et j'ai constaté que sir Richard Cartwright, le ministre du Commerce et de l'Industrie actuel, a posé, il y a vingt ans dans un discours, ce principe :

Or j'admets qu'on ne peut pas toujours compter sur les propositions abstraites. Mais je dis qu'en matières financières vous pouvez presque avec sécurité poser le principe que, chaque fois qu'en l'absence de guerre, ou autre cause extraordinaire de cette nature, vous constatez que les taxes d'un pays augmentent très rapidement, augmentent d'une manière disproportionnée avec sa population, vous pouvez être assurés que le gouvernement a été grossièrement extravagant. Et lorsque vous constatez que la taxe est toujours la même durant un certain nombre d'années, vous pouvez être également certains que le gouvernement a été honnêtement et économiquement dirigé.

Or, en face du principe posé avec tant de confiance par sir Richard Cartwright, permettez-moi de m'occuper de la taxe qu'a payée le peuple du Canada durant les six années que le gouvernement a été au pouvoir, et laissez-moi la comparer avec la taxe qu'a payée le peuple du Canada durant les dix dernières années de l'administration conservatrice. La dernière a été :

## TAXES.

1887.. . . . .	\$ 28,687,001 93
1888.. . . . .	28,177,413 18
1889.. . . . .	30,613,522 51
1890.. . . . .	31,587,071 73
1891.. . . . .	30,314,151 31
1892.. . . . .	28,446,157 03
1893.. . . . .	29,321,367 42
1894.. . . . .	27,579,203 09
1895.. . . . .	25,446,198 71
1896.. . . . .	27,759,285 42
	<hr/>
	\$287,931,372 45

Moyenne pour les dix années. \$ 28,793,137 25

Elle a été à peine plus forte de \$100,000 dans la dernière des dix années qu'elle n'avait été en 1887. J'examine les chiffres pour les six années durant lesquelles le gou-